

*Dans cet entretien réalisé par George Souvlis, et d'abord publié [en anglais](#), Kathi Weeks – auteure – notamment de *The Problem with Work. Feminism, Marxism, Antiwork Politics, and Postwork Imaginaries* (Duke University Press, 2011) – montre pourquoi il est indispensable de lier les théories féministe et marxiste pour penser les formes contemporaines de l'exploitation, et défend le refus du travail comme une dimension clé du combat conjoint contre le patriarcat et le capitalisme.*

## **GS : Dans quelles mesures la pensée marxiste a-t-elle influencé votre travail ?**

**KW :** Je me considère comme marxiste, parmi d'autres affiliations intellectuelles et politiques. J'ai été attirée par le marxisme en raison de sa volonté, entre autres, de comprendre le fonctionnement des économies capitalistes et des formations sociales. Peut-être que je suis surtout intéressée par toutes ces versions du marxisme qui mettent l'accent sur la question du travail et en particulier sur l'expérience qu'en font les travailleur.euse.s (comment sont vécus les rythmes, l'organisation, les rapports de force, les plaisirs et les peines liés au travail) comme point de départ pour étudier les sociétés capitalistes. Donc pour moi, le marxisme a été important comme chantier collectif pour approfondir l'étude critique du travail. En tant que féministe marxiste, mes analyses concernant les identités et hiérarchies de genre ont tendance à s'appuyer sur la division de genre du travail comme machine puissante de reproduction des différences et inégalités de genres. Ce n'est pas le seul moteur du système genré, mais je pense que la division de genre pour ce qui est de la garde des enfants et de la prise en charge des personnes âgées joue un rôle particulièrement important non seulement sur les idées et les perceptions que l'on a des genres mais aussi sur les idéologies et les institutions de genre.

## **Comment définiriez-vous le féminisme marxiste en 2017 ? Quelles sont les perspectives stratégiques fondamentales que ce mouvement devrait avoir selon vous, particulièrement à l'ère du néolibéralisme global ?**

**KW :** Bonnes questions. Pour essayer d'y répondre, je vais tenter d'établir une distinction qui me semble utile entre deux périodes des travaux du féminisme marxiste, l'une passée, l'autre actuelle.

D'abord l'ancienne. Dans les années 70, les féministes marxistes du monde anglo-américain ont voulu comparer et mettre en relation deux systèmes de domination : le capitalisme et le patriarcat. Cette phase peut être caractérisée par la tentative de produire une critique marxiste du travail dans le domaine du travail domestique et des relations familiales de production. En analysant le travail du *care*, les tâches ménagères, le travail de consommation et le travail de prise en charge de la communauté [*community-creation*] comme des formes de travail reproductif dont dépend le travail productif au sens strict – et en considérant le foyer familial comme lieu de travail, et la famille comme un régime qui organise, distribue et gère ce travail – les féministes marxistes ont grandement contribué à démystifier ce que l'on appelle communément les pratiques, les relations et les institutions « privées ». D'une part elles étaient préoccupées par la question théorique de comprendre le rapport entre capitalisme et patriarcat : était-il plus judicieux de les considérer comme deux systèmes interdépendants ou comme un seul système entièrement insécable ? D'autre part, elles se sont aussi concentrées sur la question directement liée et pratique des alliances

politiques : est-ce que les groupes féministes devraient garder leur autonomie face aux autres mouvements anticapitalistes (et souvent antiféministes), ou bien les intégrer ?

Aujourd'hui, nous nous trouvons dans une situation bien différente qui peut créer de nouveaux liens entre marxisme et féminisme. Les féministes des années 70 ont lutté pour transposer une analyse marxiste adaptée à l'étude du travail salarié à une pratique très différente de travail non-rémunéré, qui n'avait pas été jusque-là considérée comme appartenant au système de production capitaliste. Aujourd'hui, en revanche, pour saisir les nouvelles formes du travail salarié nous avons besoin de tirer parti de ces analyses féministes sur le travail salarié et non-rémunéré, du travail assigné aux femmes.

Certain.e.s disent que nous vivons une période de « féminisation du travail ». Ce n'est pas mon expression préférée, mais ce que j'en retire, c'est une façon de décrire comment dans les pays postfordistes et néolibéraux, de plus en plus d'emplois salariés ont tendance à ressembler aux formes traditionnelles des travaux domestiques féminisés. Cela est particulièrement remarquable dans la multiplication des formes précaires de bas salaires, et des formes d'emplois précaires à mi-temps, informels, peu sécurisés. De même dans l'augmentation des emplois du secteur tertiaire, qui exploitent les capacités émotionnelles, communicatives (notamment le *care*) - souvent sous-estimées et difficiles à mesurer.

Pour faire face à cette évolution du secteur du travail, au lieu de se rapporter à une analyse marxiste inadaptée et datée des travaux domestiques non-rémunérés, nous avons besoin aujourd'hui de puiser dans les analyses proposées par le féminisme marxiste concernant des activités genrées, à la fois salariées et non-rémunérées. Ces analyses nous apportent un éclairage sur la manière dont ces activités sont exploitées et comment elles sont vécues. Si nous voulons à la fois comprendre et résister aux formes actuelles d'exploitation, les marxistes ne peuvent plus ignorer ou rester séparé.e.s des pratiques et des théories féministes. Selon moi, la théorie féministe ne peut plus être optionnelle pour la critique marxiste.

## **GS : Dans un certain nombre de vos publications, vous faites référence au concept de refus du travail. Que peut apporter ce concept d'un point de vue analytique et politique ?**

**KW :** J'emprunte ce concept à la tradition marxiste autonome. Tel que je le comprends, le refus du travail concerne le système de (re)production organisé autour du salariat, mais non limité à celui-ci. Il me semble important d'insister ici sur trois points.

Tout d'abord, le refus ne concerne pas tel ou tel emploi, mais un système plus global de coopération économique conçu afin d'accumuler du capital pour une minorité et de répandre le travail salarié censé nous suffire. Deuxièmement, cette notion de refus du travail n'appelle aucune réponse spécifique telle que l'arrêt du travail, mais désigne plutôt une aspiration à établir une critique radicale du travail qui pourrait inclure une plus longue liste de prises de position et d'actions possibles. Enfin, je décrirais aussi le refus du travail comme un projet politique collectif qui se construit avec le temps, plutôt que comme une mission éthique individuelle. Le but est de transformer les institutions et les idéologies qui nous tiennent lié.e.s au monde du travail actuel, qu'il soit salarié ou non, ce qui exige l'organisation politique de collectifs. Les individus, s'ils restent isolé.e.s, n'ont pas pour la plupart la possibilité de quitter leur emploi (cela ne se présente pas comme une alternative possible, donc ce n'est pas ce dont il est question ici).

Je pense que le refus du travail est politiquement important parce que je crois que le travail et les rapports de (re)production sont profondément symptomatiques de la conscience et de la contestation politique. Le système salarié ne fonctionne pour pratiquement personne. La plupart d'entre nous a des problèmes avec le travail. Selon notre position, nous avons pu être confronté.e.s aux problèmes de surmenage, de chômage, de sous-emploi, vécus de manières différentes selon les secteurs plus ou moins privilégiés de l'économie. C'est dans notre rapport au travail (largement conçu pour inclure aussi l'expérience de formes de travail non-rémunéré et l'expérience d'être exclu.e d'un rapport au travail pourtant prescrit par la société) que nous sommes probablement plus disposé.e.s à développer une perspective critique sur le capitalisme et à formuler et exiger des changements.

## **GS : Dans quelles mesures pensez-vous que le refus du travail pourrait être utile aux femmes dans leur rapport au travail ? Est-ce que ce refus pourrait être l'une des stratégies du mouvement féministe actuel ?**

**KW :** Oui, je crois que le refus du travail ouvre une ligne de vitalité importante de l'analyse critique et un nouvel agenda pour la pratique politique. Pour comprendre pourquoi, nous avons besoin de revoir les modèles économiques des pays capitalistes.

Le salariat, qui reste le mécanisme clé de la survie économique, dépend d'une seconde institution, à savoir la famille privatisée, qui sert de premier lieu au travail reproductif nécessaire pour reproduire les travailleur.euse.s au quotidien et cela sur des générations. Donc le système du travail-salaire-et-famille inclut les systèmes majeurs de production centrés sur la sphère du travail salarié et de la reproduction organisée autour du foyer familial.

Ces systèmes sont maintenus ensemble par l'institution de la famille, moyens pour beaucoup d'entre nous d'être enrôlé.e.s dans ces rapports typiques de reproduction non-rémunérée et spécifiques au genre. Et donc, comme les féministes l'ont longtemps défendu, nous avons besoin d'une cartographie plus globale du système économique capitaliste afin de prendre en compte toutes les formes du travail, à la fois salarié et non-rémunéré, qui alimentent ce système.

La question reste, à ce moment-là, de savoir ce que cela pourrait impliquer de « refuser » le travail de reproduction sociale, tel qu'il est actuellement organisé et divisé. Comme les féministes l'ont appris, le fait de refuser le travail domestique est un projet bien plus difficile et qui détermine potentiellement des effets bien plus compliqués à atteindre. Selon moi, le refus du travail sur ce terrain appelle au moins la critique de la famille comme clé de voûte institutionnelle des rapports sociaux du travail reproductif domestique et de l'éthique familiale comme son support idéologique. Dans l'idéal, cela signifie qu'il faut se confronter avec l'organisation entière du travail et de la vie.salaire mé&na

C'est une des nombreuses raisons pour lesquelles j'ai été si intéressée par la littérature des années 70 sur [le salaire ménager](#). Ce que ces théoriciennes et activistes ont tenté de faire est l'une des plus difficiles manœuvres du féminisme marxiste, à savoir rendre le travail domestique visible comme un travail à part entière et comme faisant partie du processus de valorisation, mais en même temps, insister sur le fait que ce n'est pas quelque chose qu'il faudrait célébrer ou sacraliser.

C'est une chose très difficile à faire : gagner sa reconnaissance en tant que travail socialement

nécessaire (qui requiert, par exemple plus de temps libre sur le temps du travail salarié pour pouvoir être accompli), mais de ne pas sur-évaluer cela en tant que tel — insister plutôt sur sa démythification, dé-romantisation, dé-privatisation, dés-individualisation et bien sûr dé-générification. En tant que travail, c'est aussi quelque chose contre laquelle il faut se battre, contre sa capacité à devenir toute notre vie.

Tel que je le vois et pour nommer seulement quelques points, cela signifie se battre contre la division genrée de ce travail, les conditions épouvantables de la plupart des travaux domestiques salariés, aussi bien que contre les formes d'intensification du travail telle que l'idéologie des soins maternels intensifs. Cela implique l'invention de nouvelles façons de donner du sens au travail, de l'organiser et de le partager.

**GS : Dans votre ouvrage, *The Problem with Work*, vous avancez un argument fort en faveur du revenu de base garanti et universel. Maintenant il semble qu'il y ait un nombre croissant d'essais de gauche et d'articles de réflexion qui déclarent que les projets de revenu de base ne sont pas fondamentalement de gauche et sont en fait cohérents avec la logique néolibérale et de restructuration (c'est-à-dire essentiellement jeter de l'argent en réponse à un problème plutôt que de proposer n'importe quelle solution infrastructurelle). Avez-vous d'autres éléments à avancer concernant le revenu de base garanti et universel, en particulier à la lumière de ces nouvelles critiques de gauche et la hausse de popularité de ce concept parmi les conservateurs ?**

**KW :** J'interprète l'intérêt croissant du revenu de base dans un spectre politique large comme une avancée positive. Voilà comment je vois les choses : la revendication d'un revenu de base est une revendication de gauche, bien que cela dépende des termes dans lesquelles est formulée cette revendication ; cependant la forme politique que peut prendre cette revendication n'a rien de simple.

Le fait que cela puisse ou non améliorer les conditions de vie d'une partie importante des travailleurs.euse.s, dépend de plusieurs aspects, et en particulier du montant du revenu prévu. S'il est trop bas, cela risque de subventionner le patronat qui propose des revenus bas aux travailleur.euse.s, en faisant du revenu de base un complément de salaire.

La revendication que je défends est celle d'un revenu minimum pour vivre convenablement et qui, tant que cela permet aux travailleurs.euses de quitter un travail salarié, même de façon temporaire, pourrait forcer de tels patrons à offrir des salaires et des conditions meilleures. Cela étant dit, la forme politique de cette revendication est comme je l'ai dit compliqué, car il est plus que probable qu'une fois mis en place, ce revenu de base sera d'abord institué à un montant bas. Il sera ensuite

Mais même si (ou quand) un revenu est assuré sous forme d'un revenu minimum pour vivre, il semble évident que la revendication du revenu de base n'est pas une proposition pour remplacer le système salarié, mais seulement pour affaiblir un peu son emprise sur nous et notre dépendance, en fournissant un revenu à celles et ceux qui sont exclu.e.s ou rendu.e.s précaires et pour celles et ceux dont les contributions à la reproduction sociale ne sont pas aujourd'hui rémunérées par des salaires. Cela placera aussi les individus dans une meilleure situation pour négocier des contrats d'embauche à leur avantage et nous permettrait de faire de meilleurs choix au sujet du foyer et des relations intimes que nous voulons créer. Bien que ce ne soient pas des avantages négligeables, cela ne correspond pas à une quelconque vision révolutionnaire postcapitaliste.

Au contraire, je pense que le revenu de base est probablement le seul moyen pour le capitalisme de se maintenir matériellement et idéologiquement dans un futur proche, tant le salariat et le modèle familial vont continuer à se révéler incapables de distribuer le revenu et organiser la coopération productive. Ce revenu de base pourrait fournir au contraire un support matériel pour des réformes additionnelles et une ouverture conceptuelle afin de penser de manière plus critique le travail et le non-travail, et pour penser de manière plus imaginative comment ces derniers pourraient également être transformés. C'est en ce sens une revendication plutôt modeste, mais qui je pense pourrait permettre d'autres réflexions et d'autres actions politiques.

## **GS : Pensez-vous que le concept de travail précaire se concentre trop sur les contrats ou les termes d'embauche, et pas assez sur l'exploitation dans la valorisation du travail ? Est-ce que la théorie critique a besoin d'un concept plus fort que la précarité, par exemple la « surexploitation » ?**

**KW :** Je comprends les deux concepts, précarité et exploitation, comme ce qui se réfère à des aspects différents de l'organisation du travail salarié. Le concept d'exploitation décrit les termes basiques du rapport d'emploi capitaliste : l'exploitation de la force travail est l'élément vital du système. Différentes formes et secteurs du travail pourraient être exploités à différents taux et sous différents régimes de gouvernance, mais cela est incontournable pour tout système de travail salarié capitaliste.

La catégorie de « précarité » désigne un changement historique dans beaucoup d'aspects spécifiques de la relation d'emploi. Je pense que le terme est le plus pertinent quand il est utilisé pour insister sur la transformation du modèle fordiste (et c'était évidemment un modèle ou un idéal plutôt qu'une description empirique de tous les emplois). C'est-à-dire le passage d'un emploi sécurisé, à vie, et à temps plein qui pouvait permettre aux travailleur.euse.s de servir d'apport constant de consommateur.trice.s pour les produits et les services qu'elles et ils produisaient, à la multiplication d'emplois sans garantie, à mi-temps et temporaires dans une économie mondialisée et de réseau — et dans laquelle les consommateur.trice.s peuvent être trouvé.e.s ailleurs.

Je pense que le terme fait plus écho à celles et ceux qui sont situé.e.s dans d'autres pays que les États-Unis, des pays où le modèle fordiste était plus largement étendu et plus pleinement réalisé. Le marché de l'emploi était ainsi typiquement plus précaire pour un plus grand nombre de travailleur.euse.s aux États-Unis, que dans certains pays de l'Europe occidentale, par exemple. Cela

étant dit, je pense que le concept est une addition importante plutôt qu'une alternative au concept d'exploitation. Je le trouve très satisfaisant quand il est utilisé non pas pour défendre ou expliquer l'exigence d'un retour au vieux modèle fordiste, mais quand il est évoqué comme faisant partie du combat pour rendre plus sécurisé, plus durable, plus vivable un rapport au travail, et pour que le travail ne domine pas le reste de la vie.

**Traduit par Élodie Chédikian.**